

Burundi : le pouvoir entérine la "destitution" du leader des FNL

@rib News, 05/08/2010 â€“ Source AFPLe ministre burundais de l'Intérieur a entériné la "destitution" du chef des Forces nationales de libération (FNL, opposition), Agathon Rwasa, intervenue lors d'un récent congrès d'une frange dissidente de ce parti soutenue par le pouvoir. Dans un courrier adressé jeudi au successeur désigné de M. Rwasa, Emmanuel Miburo, le ministre de l'Intérieur "prend acte" des résolutions de ce congrès et reconnaît M. Miburo comme le "représentant légal du parti FNL".

"Je vous souhaite plein succès" dans votre nouvelle mission, poursuit le ministre Edouard Nduwimana. Dimanche, des cadres dissidents des FNL, travaillant tous dans des institutions gouvernementales, avaient organisé un "congrès extraordinaire" à Bujumbura, qualifié de "mascarade commanditée par le pouvoir" par les proches de M. Rwasa. Le leader historique de la rébellion des FNL devenue parti politique courant 2009 est entré en clandestinité peu après la tenue des élections communales le 24 mai, entachées de fraudes massives selon l'opposition. Interrogé jeudi, le vice-président des FNL Alfred Bagaya a dénoncé "un coup de force orchestré par le parti au pouvoir". "Ni le pouvoir, ni aucune institution légale, personne ne peut décider qui sont les leaders d'un parti à la place de ses militants", a-t-il poursuivi, excluant tout retour à la lutte armée. "Notre champ de bataille, c'est le terrain politique", a-t-il martelé. Pour un diplomate en poste à Bujumbura et qui a requis l'anonymat, "cela signifie que le pouvoir vient de déclarer Agathon Rwasa hors-la-loi et qu'il n'est plus son interlocuteur". "Cela va radicaliser Rwasa encore un peu plus et le pousser probablement à reprendre les armes, mais le gouvernement se sent plus fort que jamais et ne s'en inquiète pas", a-t-il ajouté. Il s'agit de la cinquième tentative de destitution du leader des FNL en cinq ans. Le Burundi traverse une crise politique depuis l'élection communale du 24 avril, remportée très largement par le parti au pouvoir et dont les résultats ont été contestés par l'opposition qui a dénoncé des fraudes massives. Les attaques à la grenade et les assassinats ciblés se sont multipliés depuis. La présidentielle de juin a été remportée par le président sortant Pierre Nkurunziza, seul candidat en lice. Son parti a ensuite remporté les législatives et les sénatoriales.